



**Bureau de la Procureure
Générale de l'État de New York**

**Letitia James
Procureure Générale**

Comment faire face à l'ICE sur le lieu de travail

Droits et obligations des employeurs et des travailleurs

Ce guide vise à fournir des informations et des éclaircissements sur les droits et obligations des employeurs et des travailleurs lors des contrôles d'immigration sur le lieu de travail. Dans l'État de New York, les travailleurs ont des droits, quel que soit leur statut migratoire. Les lois du travail de New York protègent les travailleurs, quel que soit leur statut migratoire ou leur autorisation de travail. Cela inclut les lois qui imposent le salaire minimum et le paiement des heures supplémentaires, les lois qui interdisent la discrimination et les lois qui interdisent les représailles.

Le Bureau de la Procureure Générale de l'État de New York prend très au sérieux les plaintes pour représailles à l'encontre de travailleurs en raison de leur statut migratoire. Vous pouvez signaler les violations des lois du travail de l'État de New York auprès de notre bureau.



Signaler une violation du droit du travail

Qu'est-ce qu'une descente de l'ICE ?

Les Services de l'Immigration et des Douanes (ICE) des États-Unis fait partie du Département de la Sécurité Intérieure des États-Unis. Lors d'une descente, des agents de l'ICE interviennent sur un lieu de travail, sans préavis, dans le cadre d'une enquête. Les agents de l'ICE ne sont pas des policiers, bien que leurs uniformes puissent porter la mention « police » ou « federal agent (agent fédéral) ». Il arrive que la police locale ou d'autres forces de l'ordre accompagnent les agents de l'ICE lors des descentes.

Comment puis-je me préparer à une descente de l'ICE ?

Les employeurs et les employés peuvent consulter ce document et d'autres informations disponibles et élaborer un plan d'action en cas de descente l'ICE.

Que peut faire légalement l'ICE sur mon lieu de travail ?

L'ICE peut accéder aux espaces publics de votre lieu de travail sans autorisation ni mandat :

- » Un espace public est un endroit où le public est généralement autorisé à accéder.
- » Par exemple, les espaces publics comprennent les zones accessibles au public des supermarchés, des magasins de vente au détail et des restaurants, ainsi que les halls d'entrée des immeubles.

L'ICE ne peut légalement pénétrer dans un espace privé de votre lieu de travail sans un mandat judiciaire ou sans l'autorisation de votre employeur :

- » Un espace privé est une zone réservée aux employés, où le public n'est généralement pas autorisé à entrer.
- » Cette protection s'applique également aux espaces privés dans les usines et les exploitations agricoles.
- » Les espaces privés typiques comprennent les bureaux privés, les salles de pause, les salles de stockage et les cuisines à l'arrière des magasins.
- » Les signes indiquant qu'un espace est privé peuvent inclure l'affichage de panneaux « Privé », des portes verrouillées et des politiques stipulant que les visiteurs et le public ne peuvent pas accéder à ces espaces sans autorisation.

Un employeur peut-il demander aux agents de l'ICE de présenter une pièce d'identité ?

Oui. Si vous êtes employeur, vous pouvez demander aux agents de l'ICE de présenter une pièce d'identité. S'ils refusent, vous pouvez noter leur apparence physique ou d'autres caractéristiques permettant de les identifier.

Un employeur peut-il demander à l'ICE s'il dispose d'un mandat judiciaire ?

Oui. Si vous êtes employeur, vous pouvez demander à l'ICE s'il dispose d'un **mandat judiciaire** :

- » Un mandat judiciaire est un mandat émis par un tribunal et signé par un juge. Dans certaines circonstances, un mandat judiciaire peut être signé par un greffier d'un tribunal fédéral de district.
- » Vous pouvez demander aux agents de l'ICE une copie du mandat judiciaire.
- » Si les agents ne disposent pas d'un mandat judiciaire, vous n'êtes pas tenu de les laisser entrer dans les espaces privés de votre lieu de travail.

Les agents de l'ICE peuvent-ils pénétrer dans des espaces privés munis d'un mandat administratif (et non judiciaire) ?

Non. Un mandat administratif ne confère pas à l'ICE l'autorisation légale de pénétrer dans un espace privé sans le consentement de l'employeur. Si les agents de l'ICE présentent un mandat administratif, vous n'êtes pas tenu de les laisser pénétrer dans les espaces privés de votre lieu de travail.

Quelle est la différence entre un mandat judiciaire et un mandat administratif ?

Mandat judiciaire

Un mandat judiciaire est un mandat émis par un tribunal et signé par un juge ou, dans certains cas, par un greffier.

Voir l'exemple de mandat judiciaire à la page 5.

Mandat administratif

Un mandat administratif porte le sceau du Département de la Sécurité Intérieure, du Service de l'Immigration et des Douanes ou du Département de la Justice, et est signé par un fonctionnaire de l'immigration. Les mandats administratifs ne sont pas émis par un tribunal ni signés par un juge.

Voir l'exemple de mandat administratif à la page 8.

Dois-je répondre aux questions de l'ICE ?

Non. Si vous êtes un travailleur ou un employeur, vous n'êtes pas tenu de répondre aux questions posées par l'ICE. Vous avez le droit de garder le silence. Vous n'êtes pas tenu de fournir des documents à l'ICE. Vous pouvez demander la présence d'un avocat.

Si l'ICE présente à un employeur un mandat administratif visant une personne en particulier, l'employeur n'est pas tenu :

- » d'indiquer si un employé spécifique travaille ce jour-là
- » d'accompagner les agents de l'ICE jusqu'à un employé nommé dans le mandat

Que se passe-t-il si l'ICE fouille une personne ou un espace privé sans autorisation ou mandat judiciaire ?

Il est important d'essayer de rester calme. Vous pouvez demander si vous êtes libre de partir.

Si vous êtes soumis à une fouille, vous pouvez dire : « Je ne consens pas à votre fouille. »

Si vous êtes employeur, vous pouvez dire : « Je ne consens pas à votre fouille ni à votre entrée dans cet espace privé. » Votre déclaration pourrait être importante dans le cadre d'une procédure judiciaire ultérieure.

Si l'ICE poursuit néanmoins la fouille, n'essayez pas de l'en empêcher physiquement. Si vous le pouvez, sans faire obstacle aux agents, documentez ce qui s'est passé, y compris les personnes à qui vous avez parlé, ce que vous avez dit et leur réponse. Vous pouvez noter ces informations sur un bout de papier ou les enregistrer dans votre téléphone.

Que faire si l'ICE n'a pas de mandat judiciaire et interfère dans les activités du lieu de travail ?

Vous pouvez noter les noms et les titres des agents et la manière dont leur comportement interfère avec votre travail. Vous pouvez leur demander de partir, si vous vous sentez en sécurité.

Qu'est-ce qu'un contrôle des formulaires I-9 ?

Un contrôle des formulaires I-9 consiste pour l'ICE à vérifier si une entreprise a confirmé l'identité et l'autorisation de travail d'un travailleur.

- » Les employeurs doivent conserver les formulaires I-9 pendant trois ans après l'embauche d'un travailleur, ou pendant un an après le dernier jour de travail du travailleur, selon la date la plus tardive.
- » Une fois qu'un travailleur a rempli un formulaire I-9, il n'est pas tenu de le remplir à nouveau, sauf s'il existe une raison légale valable.
- » Les employeurs ne sont pas tenus de conserver des copies des documents d'identité ou d'autorisation de travail d'un travailleur.

Je suis employeur. L'ICE peut-il effectuer des audits I-9 sur mon lieu de travail ?

Oui. L'ICE n'a pas besoin d'un mandat judiciaire ni d'une autorisation pour procéder à un contrôle des formulaires I-9.

- » Si l'ICE souhaite consulter vos formulaires I-9, elle doit vous en informer au moins trois jours à l'avance en tant qu'employeur.
- » L'ICE peut vous demander de renoncer à ce préavis de trois jours, mais vous pouvez, en tant qu'employeur, refuser cette demande.
- » Vous devez permettre à l'ICE d'accéder raisonnablement aux documents pour l'audit.

Note | Ces conseils sont fournis à titre informatif uniquement et ne constituent pas un avis juridique. Consultez un avocat pour obtenir des conseils juridiques.

**EXEMPLE DE
MANDAT JUDICIAIRE**

TRIBUNAL DE DISTRICT DES ÉTATS-UNIS

pour le

_____ District de _____

Dans l'affaire de la perquisition de
(Décrivez brièvement le bien à perquisitionner
ou identifiez la personne par son nom et son
adresse)

)
)
)
)
)
)

N° de Dossier

MANDAT DE PERQUISITION ET DE SAISIE

À : Tout agent des forces de l'ordre autorisé

Une demande émanant d'un agent des forces de l'ordre fédérales ou d'un avocat représentant le gouvernement sollicite une perquisition visant la personne ou le bien ci-après désigné(e), situé(e) dans le _____ district de _____
(identifier la personne ou décrire les biens à perquisitionner et indiquer leur emplacement) :

Je constate que la déclaration sous serment, ou tout témoignage enregistré, établit l'existence d'un motif raisonnable de procéder à la perquisition et à la saisie (ou à l'arrestation) de la personne ou des biens décrits ci-dessus, et que cette perquisition permettra de révéler (identifier la personne à arrêter ou décrire les biens à saisir) :

IL VOUS EST ORDONNÉ d'exécuter le présent mandat au plus tard le _____ (sans dépasser 14 jours)

☐ pendant la journée, de 6 h à 22 h ☐ à tout moment du jour ou de la nuit, pour des raisons valables.

À moins qu'une notification différée ne soit autorisée ci-dessous, vous devez remettre une copie du mandat et un reçu pour les biens saisis à la personne dont les biens ont été saisis ou chez qui les biens ont été saisis, ou laisser la copie et le reçu à l'endroit où les biens ont été saisis.

L'agent qui exécute le mandat ou un agent présent lors de l'exécution du mandat doit dresser un inventaire conformément à la loi et renvoyer rapidement le mandat et l'inventaire à _____

(Juge Magistrat des États-Unis)

☐ Conformément à la section 3103a(b) du titre 18 du Code des États Unis, je constate qu'une notification immédiate pourrait avoir l'un des effets négatifs énumérés à la section 2705 du titre 18 du Code des États Unis (sauf en cas de report de procès) et j'autorise l'agent chargé d'exécuter le présent mandat à retarder la notification à la personne qui fera l'objet d'une perquisition ou d'une arrestation (ou dont les biens feront l'objet d'une perquisition ou d'une saisie) (cochez la case correspondante)

☐ pendant ___ jours (sans dépasser 30) ☐ jusqu'à la date spécifique ultérieure justifiée par les faits _____

Date et heure d'émission : _____

Signature du juge

Ville et État : _____

Nom et titre en caractère d'imprimerie

Rapport d'exécution du mandat

N� de Dossier :	Date et heure d'exécution du mandat :	Copie du mandat et inventaire laissés � :
-----------------	---------------------------------------	---

L'inventaire a été dressé en présence de :

Inventaire des biens saisis et nom de toute personne appréhendée :

Attestation

Je déclare sous peine de parjure que cet inventaire est complet et qu'il a été remis avec le mandat original au juge désigné.

Date : _____

Signature de l'agent chargé de l'exécution

Nom et titre en caractères d'imprimerie

**EXEMPLES DE MANDATS
ADMINISTRATIFS/
DOCUMENTS D'IMMIGRATION
(Formulaires DHS I-247, I-200,
I-205)**

DÉPARTEMENT DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
DEMANDE DE RÉTENTION D'IMMIGRATION - AVIS D'ACTION

Identifiant du sujet :
Événement n° :

N° de dossier :
Date :

À : (Nom et titre de l'Institution - OU toute autre agence des forces
de l'ordre compétente)

DE : (Adresse du bureau du Département de la Sécurité Intérieure)

GARDER L'ÉTRANGER EN DÉTENTION PENDANT UNE PÉRIODE NE DÉPASSANT PAS 48 HEURES

Nom de l'étranger : _____

Date de naissance : _____ Nationalité : _____ Sexe : _____

LE DÉPARTEMENT DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE DES ÉTATS-UNIS (DHS) A PRIS LES MESURES SUIVANTES CONCERNANT LA PERSONNE IDENTIFIÉE CI-DESSUS, ACTUELLEMENT SOUS VOTRE GARDE :

- ☐ A déterminé qu'il existe des raisons de croire que cette personne est un étranger faisant l'objet d'une mesure d'éloignement des États-Unis. La personne (*cochez toutes les réponses qui s'appliquent*) :
- ☐ a déjà été condamné pour un crime ou a été accusé d'un crime ;
 - ☐ a déjà été condamné au moins trois fois pour un délit mineur ;
 - ☐ a déjà été condamné pour un délit mineur ou a déjà été accusé d'un délit mineur impliquant des violences, des menaces ou des agressions ; des abus ou une exploitation sexuelle ; la conduite sous l'emprise de l'alcool ou d'une substance contrôlée ; un délit de fuite après un accident ; la possession ou l'utilisation illégale d'une arme à feu ou d'une autre arme mortelle, la distribution ou le trafic d'une substance contrôlée ; ou toute autre menace importante pour la sécurité publique ;
 - ☐ a été condamné pour entrer illégalement conformément à la section 1325 du titre 8 du Code des États-Unis ;
 - ☐ est entré de nouveau illégalement aux États-Unis après un éloignement préalable ;
 - ☐ a été reconnu par un juge d'immigration avoir commis une fraude en matière d'immigration ;
 - ☐ présente par ailleurs un risque important pour la sécurité nationale, la sécurité des frontières ou la sécurité publique ; et/ou
 - ☐ autre (préciser) : _____
- ☐ Une procédure d'éloignement a été engagée et une convocation ou un autre document d'accusation a été signifié. Une copie du document d'accusation est jointe et a été signifiée le _____ (date).
- ☐ Un mandat d'arrêt a été signifié dans le cadre de la procédure d'éloignement. Une copie du mandat est jointe et a été signifiée le _____ (date).
- ☐ Une ordonnance d'éloignement ou de renvoi des États-Unis a été obtenue pour cette personne.

Cette mesure ne limite en rien votre pouvoir de décision concernant le classement de cette personne en matière de détention, son travail, son affectation ou toute autre question. Le DHS déconseille de rejeter les accusations criminelles sur la base de l'existence d'une demande de rétention.

IL VOUS EST DEMANDÉ DE :

- ☐ Garder la personne en détention pendant une période **NE DÉPASSANT PAS 48 HEURES**, à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés, au-delà de la période à laquelle elle aurait normalement été libérée, afin de permettre au DHS de la prendre en charge. Cette demande découle du règlement fédéral 8 C.F.R. § 287.7. Aux fins de cette détention aux fins d'immigration, **vous n'êtes pas autorisé à détenir la personne au-delà de ces 48 heures**. Dès que possible avant la date à laquelle vous auriez normalement libéré la personne, veuillez prévenir le DHS en appelant le _____ pendant les heures de bureau ou le _____ près les heures de bureau ou en cas d'urgence. Si vous ne réussissez pas à joindre un responsable du DHS à ces numéros, veuillez contacter le Centre d'Assistance aux Forces de l'Ordre de l'ICE à Burlington, dans le Vermont, au : (802) 872-6020. (802) 872-6020.
- ☐ Fournissez une copie de cette demande de rétention à l'intéressé.
- ☐ Avertissez ce bureau de la date de libération au moins 30 jours à l'avance, ou le plus tôt possible.
- ☐ Veuillez informer ce bureau en cas de décès, d'hospitalisation ou de transfert du détenu vers un autre établissement.
- ☒ Considérez cette demande de rétention comme effective uniquement après la condamnation du détenu.
- ☐ Annulez la demande de rétention précédemment émise par ce bureau le _____ (date).

(Nom et titre de l'agent de l'immigration)

(Signature de l'agent de l'immigration)

À REMPLIR PAR L'AGENCE DES FORCES DE L'ORDRE ACTUELLEMENT EN CHARGE DE LA PERSONNE VISÉE PAR LE PRÉSENT AVIS :

Veuillez fournir les informations ci-dessous, signer et renvoyer au DHS à l'aide de l'enveloppe jointe pour plus de commodité ou en envoyant une copie par fax au _____. Vous devez conserver une copie pour vos propres dossiers afin de pouvoir suivre l'affaire et ne pas retenir le sujet au-delà de la période de 48 heures.

Numéro d'enregistrement local/numéro de détenu : _____ Dernière accusation/condamnation pénale : _____ (date)

Date de libération estimée : _____ (date) Dernière inculpation/condamnation : _____

Avvis : Une fois sous notre garde, la personne faisant l'objet de cette détention peut être expulsée des États-Unis. Si cette personne est susceptible d'être victime d'un crime, ou si vous souhaitez qu'elle reste aux États-Unis à des fins de poursuites judiciaires ou d'autres mesures d'application de la loi, y compris pour témoigner, veuillez en informer le Centre de Soutien aux Forces de l'Ordre de l'ICE au (802) 872-6020.

(Nom et titre de l'agent)

(Signature de l'agent)

NOTICE TO THE DETAINEE

The Department of Homeland Security (DHS) has placed an immigration detainer on you. An immigration detainer is a notice from DHS informing law enforcement agencies that DHS intends to assume custody of you after you otherwise would be released from custody. DHS has requested that the law enforcement agency which is currently detaining you maintain custody of you for a period not to exceed 48 hours (excluding Saturdays, Sundays, and holidays) beyond the time when you would have been released by the state or local law enforcement authorities based on your criminal charges or convictions. **If DHS does not take you into custody during that additional 48 hour period, not counting weekends or holidays, you should contact your custodian** (the law enforcement agency or other entity that is holding you now) to inquire about your release from state or local custody. **If you have a complaint regarding this detainer or related to violations of civil rights or civil liberties connected to DHS activities, please contact the ICE Joint Intake Center at 1-877-2INTAKE (877-246-8253). If you believe you are a United States citizen or the victim of a crime, please advise DHS by calling the ICE Law Enforcement Support Center toll free at (855) 448-6903.**

NOTIFICACIÓN A LA PERSONA DETENIDA

El Departamento de Seguridad Nacional (DHS) de EE. UU. ha emitido una orden de detención inmigratoria en su contra. Mediante esta orden, se notifica a los organismos policiales que el DHS pretende arrestarlo cuando usted cumpla su reclusión actual. El DHS ha solicitado que el organismo policial local o estatal a cargo de su actual detención lo mantenga en custodia por un período no mayor a 48 horas (excluyendo sábados, domingos y días festivos) tras el cese de su reclusión penal. **Si el DHS no procede con su arresto inmigratorio durante este período adicional de 48 horas, excluyendo los fines de semana o días festivos, usted debe comunicarse con la autoridad estatal o local que lo tiene detenido** (el organismo policial u otra entidad a cargo de su custodia actual) para obtener mayores detalles sobre el cese de su reclusión. **Si tiene alguna queja que se relacione con esta orden de detención o con posibles infracciones a los derechos o libertades civiles en conexión con las actividades del DHS, comuníquese con el Joint Intake Center (Centro de Admisión) del ICE (Servicio de Inmigración y Control de Aduanas) llamando al 1-877-2INTAKE (877-246-8253). Si usted cree que es ciudadano de los Estados Unidos o que ha sido víctima de un delito, infórmele al DHS llamando al Centro de Apoyo a los Organismos Policiales (Law Enforcement Support Center) del ICE, teléfono (855) 448-6903 (llamada gratuita).**

Avis au détenu

Le Département de la Sécurité Intérieure [Department of Homeland Security (DHS)] a émis, à votre rencontre, une demande de rétention pour des raisons d'immigration. Une demande de rétention pour des raisons d'immigration est un avis du DHS informant les agences des forces de l'ordre que le DHS a l'intention de vous détenir après la date normale de votre remise en liberté. Le DHS a requis que l'agence des forces de l'ordre, qui vous détient actuellement, vous garde en détention pour une période maximum de 48 heures (excluant les samedis, dimanches et jours fériés) au-delà de la période à la fin de laquelle vous auriez été remis en liberté par les autorités policières de l'État ou locales en fonction des inculpations ou condamnations pénales à votre rencontre. **Si le DHS ne vous détient pas durant cette période supplémentaire de 48 heures, sans compter les fins de semaines et les jours fériés, vous devez contacter votre gardien** (l'agence des forces de l'ordre qui vous détient actuellement) pour vous renseigner à propos de votre libération par l'État ou l'autorité locale. **Si vous avez une plainte à formuler au sujet de cet ordre d'incarcération ou en rapport avec des violations de vos droits civils liées à des activités du DHS, veuillez contacter le centre commun d'admissions du Service de l'Immigration et des Douanes [ICE - Immigration and Customs Enforcement] [ICE Joint Intake Center] au 1-877-2INTAKE (877-246-8253). Si vous croyez être un citoyen des États-Unis ou la victime d'un crime, veuillez en aviser le DHS en appelant le centre d'assistance des forces de l'ordre de l'ICE [ICE Law Enforcement Support Center] au numéro gratuit (855) 448-6903.**

AVISO AO DETENTO

O Departamento de Segurança Nacional (DHS) emitiu uma ordem de custódia imigratória em seu nome. Este documento é um aviso enviado às agências de imposição da lei de que o DHS pretende assumir a custódia da sua pessoa, caso seja liberado. O DHS pediu que a agência de imposição da lei encarregada da sua atual detenção mantenha-o sob custódia durante, no máximo, 48 horas (excluindo-se sábados, domingos e feriados) após o período em que seria liberado pelas autoridades estaduais ou municipais de imposição da lei, de acordo com as respectivas acusações e penas criminais. **Se o DHS não assumir a sua custódia durante essas 48 horas adicionais, excluindo-se os fins de semana e feriados, você deverá entrar em contato com o seu custodiante** (a agência de imposição da lei ou qualquer outra entidade que esteja detendo-o no momento) para obter informações sobre sua liberação da custódia estadual ou municipal. **Caso você tenha alguma reclamação a fazer sobre esta ordem de custódia imigratória ou relacionada a violações dos seus direitos ou liberdades civis decorrente das atividades do DHS, entre em contato com o Centro de Entrada Conjunta da Agência de Controle de Imigração e Alfândega (ICE) pelo telefone 1-877-246-8253. Se você acreditar que é um cidadão dos EUA ou está sendo vítima de um crime, informe o DHS ligando para o Centro de Apoio à Imposição da Lei do ICE pelo telefone de ligação gratuita (855) 448-6903**

THÔNG BÁO CHO NGƯỜI BỊ GIAM GIỮ

Bộ Quốc Phòng (DHS) đã có lệnh giam giữ quý vị vì lý do di trú. Lệnh giam giữ vì lý do di trú là thông báo của DHS cho các cơ quan thi hành luật pháp là DHS có ý định tạm giữ quý vị sau khi quý vị được thả. DHS đã yêu cầu cơ quan thi hành luật pháp hiện đang giữ quý vị phải tiếp tục tạm giữ quý vị trong không quá 48 giờ đồng hồ (không kể thứ Bảy, Chủ nhật, và các ngày nghỉ lễ) ngoài thời gian mà lẽ ra quý vị sẽ được cơ quan thi hành luật pháp của tiểu bang hoặc địa phương thả ra dựa trên các bản án và tội hình sự của quý vị. **Nếu DHS không tạm giam quý vị trong thời gian 48 giờ bổ sung đó, không tính các ngày cuối tuần hoặc ngày lễ, quý vị nên liên lạc với bên giam giữ quý vị** (cơ quan thi hành luật pháp hoặc tổ chức khác hiện đang giam giữ quý vị) để hỏi về việc cơ quan địa phương hoặc liên bang thả quý vị ra. **Nếu quý vị có khiếu nại về lệnh giam giữ này hoặc liên quan tới các trường hợp vi phạm dân quyền hoặc tự do công dân liên quan tới các hoạt động của DHS, vui lòng liên lạc với ICE Joint Intake Center tại số 1-877-2INTAKE (877-246-8253).** Nếu quý vị tin rằng quý vị là công dân Hoa Kỳ hoặc nạn nhân tội phạm, vui lòng báo cho DHS biết bằng cách gọi ICE Law Enforcement Support Center tại số điện thoại miễn phí (855) 448-6903.

对被拘留者的通告

美国国土安全部 (DHS) 已发出对你的移民监禁令。移民监禁令是美国国土安全部用来通知执法当局, 表示美国国土安全部意图在你可能从当前的拘留被释放以后继续拘留你的通知单。美国国土安全部已经向当前拘留你的执法当局要求, 根据对你的刑事起诉或判罪的基础, 在本当由州或地方执法当局释放你时, 继续拘留你, 为期不超过 48 小时 (星期六、星期天和假日除外)。如果美国国土安全部未在不计周末或假日的额外 48 小时期限内将你拘留, 你应该联系你的监管单位 (现在拘留你的执法当局或其他单位), 询问关于你从州或地方执法单位被释放的事宜。如果你对于这项拘留或关于美国国土安全部的行动所涉及的违反民权或公民自由权有任何投诉, 请联系美国移民及海关执法局联合接纳中心 (ICE Joint Intake Center), 电话号码是 1-877-2INTAKE (877-246-8253)。如果你相信你是美国公民或犯罪被害人, 请联系美国移民及海关执法局的执法支援中心 (ICE Law Enforcement Support Center), 告知美国国土安全部。该执法支援中心的免费电话号码是 (855) 448-6903。

N° de Dossier : _____

Date : _____

À : Tout agent de l'immigration autorisé, en vertu des sections 236 et 287 de la Loi sur l'Immigration et la Nationalité et de la partie 287 du titre 8 du Code des Règlements Fédéraux, à exécuter des mandats d'arrêt pour infraction à la législation sur l'immigration.

J'ai déterminé qu'il existe des motifs raisonnables de croire que _____ peut être expulsé des États-Unis. Cette détermination est fondée sur :

- ☐ l'exécution d'un acte d'accusation pour engager une procédure d'éloignement à l'encontre de l'intéressé ;
- ☐ la procédure d'expulsion pendante contre la personne concernée ;
- ☐ l'incapacité à établir l'admissibilité après une inspection différée ;
- ☐ la confirmation biométrique de l'identité du sujet et une vérification des archives fédérales indiquant, par elles-mêmes ou en complément d'autres informations fiables, que le sujet n'a pas de statut d'immigration ou, malgré ce statut, est expulsable en vertu de la loi américaine sur l'immigration ; et/ou
- ☐ déclarations faites volontairement par le sujet à un agent d'immigration et/ou autres preuves fiables indiquant de manière affirmative que le sujet n'a pas de statut migratoire ou que, malgré ce statut, il est passible d'expulsion en vertu de la loi américaine sur l'immigration.

IL VOUS EST ORDONNÉ d'arrêter et de placer en détention, en vue d'une procédure d'expulsion en vertu de la loi sur l'immigration et la nationalité, l'étranger susmentionné.

(Signature de l'Agent de l'Immigration Autorisé)

(Nom et Titre en Lettres Moulées de l'Agent de l'Immigration Autorisé)

Certificat de Signification

Je certifie par la présente que le Mandat d'arrêt à l'encontre d'un étranger a été signifié par moi à _____
(Lieu)

le _____ à _____, et que le contenu de cet avis
(Date de la Signification) (Nom de l'Étranger)

lui a été lu dans la langue _____.
(Langue)

Nom et Titre de l'Agent

Nom ou Numéro de l'Interprète (le cas échéant)

DÉPARTEMENT DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
Service de l'Immigration et des Douanes des États-Unis

MANDAT D'ÉLOIGNEMENT/EXPULSION

N° de Dossier : _____

Date : _____

À tout agent du service de l'immigration du Département de la Sécurité Intérieure des États-Unis :

(Nom complet de l'étranger)

qui est entré aux États-Unis à _____ le _____
(Lieu d'entrée) (Date d'entrée)

est passible d'éloignement/expulsion du territoire américain, sur la base d'une décision définitive rendue par :

- ☐ un juge de l'immigration dans le cadre d'une procédure d'exclusion, d'éloignement ou d'expulsion
- ☐ un fonctionnaire désigné
- ☐ la Commission d'Appel de l'Immigration
- ☐ un Juge de District ou un Juge Magistrat des États-Unis

et en vertu des dispositions suivantes de la Loi sur l'Immigration et la Nationalité :

Je soussigné, agent des États-Unis, en vertu des pouvoirs et de l'autorité conférés au Secrétaire de la Sécurité Intérieure par les lois des États-Unis et sur ses instructions, vous ordonne de placer en détention et d'expulser du territoire américain l'étranger susmentionné, conformément à la loi, aux frais de :

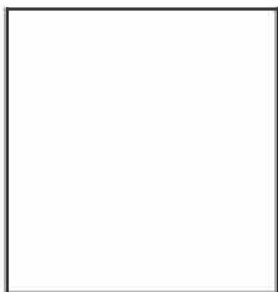
(Signature de l'agent de l'immigration)

(Titre de l'agent de l'immigration)

(Date et lieu du bureau)

À remplir par l'agent de l'immigration chargé de l'exécution du mandat : Nom du ressortissant étranger faisant l'objet de l'éloignement :

Port, date et mode d'éloignement :



Photographie de l'étranger
éloigné



Empreinte digitale de
l'index droit de l'étranger
éloigné

(Signature de l'étranger dont l'empreinte est prise)

(Signature et titre de l'agent d'immigration prenant l'empreinte)

Départ constaté par :

Si le départ réel n'est pas constaté, préciser entièrement la source ou le moyen de vérification du départ :

En cas de départ volontaire (auto-expulsion), conformément à l'article 8 CFR 241.7, cochez cette case. ☐

Départ attesté par :
(Signature et titre de l'agent de l'immigration)